

ELLES SONT DESTINÉES À MIEUX CONTRÔLER LA SITUATION

Des mesures d'exception aux frontières algériennes

La complexité de la situation qui prévaut au Sahel a contraint certains pays limitrophes à prendre des mesures d'urgence pour faire face aux dangers qui menacent leurs frontières. Comme la Mauritanie, l'Algérie vient ainsi de décréter certains passages vers son territoire zones militaires.

Abla Cherif – Alger (Le Soir) - Le puzzle se met progressivement en place. Tout commence le 15 juillet dernier lorsque le ministère de la Défense mauritanien publie un communiqué annonçant la fermeture de ses frontières avec l'Algérie aux civils. Le ton est ferme et les contrevenants à cette mesure informés que les soldats mauritaniens ont reçu ordre d'ouvrir le feu sur quiconque entravera les directives. Les bandes frontalières avec l'Algérie sont officiellement décrétées zones militaires.

L'information ne passe pas inaperçue. Elle surprend d'abord puis donne lieu à diverses interprétations. La plus répandue attribue cette décision à une conséquence des résolutions prises lors du récent G5 abrité par Bamako. Cinq pays du Sahel (la Mauritanie, le Tchad, le Mali, le Niger et le Burkina Faso) se sont réunis début juillet dans la capitale malienne pour concrétiser le projet de mise en place d'une force africaine destinée à lutter contre les groupes terroristes qui gangrèment la région.

Les pays concernés se sont engagés à déployer 5 000 hommes appelés à œuvrer conjointement avec les contingents français mobilisés dans le cadre de l'opération Barkhane. A Bamako, le G5 s'est déroulé en présence du Président français qui a entamé son mandat en activant particulièrement pour peser de tout son poids sur toutes les démarches entreprises dans la région.

Le Sahel est la proie de groupes terroristes qui inquiètent les États limitrophes mais aussi la rive occidentale. L'activisme français se fait particulièrement remarquer. Conscient de l'échec de l'opération entreprise dans le Nord-Mali, Macron est, dit-on, en quête d'une nouvelle stratégie passible de repositionner son pays dans la région et œuvre de ce fait sans relâche pour «aider ses amis africains».

Dans ce contexte, Alger apprend donc la décision mauritanienne sans la commenter. Elle ne semble pas non plus prêter attention aux interprétations qui en découlent. A l'inverse, les autorités mauritaniennes tiennent à expliquer leur geste. Sur son site, le ministère de la Défense mauritanien, dans un communiqué informe que la mesure fait suite à la densité du trafic des contrebandiers et qu'elle concerne y compris les frontières maliennes. Le puzzle prend ainsi forme. La Mauritanie a réagi pour contrer un phénomène dénoncé quelques jours plus tôt par de hauts responsables algériens. Ces derniers ont tenu à alerter l'opinion sur l'existence de réseaux chargés de «trafic humains» à l'origine du flux migratoire qu'enregistre le pays. Une activité qui leur permet de faire passer armes, drogues et autres marchandises de ce genre sur les territoires où ils opèrent. «Ne soyons pas naïfs, aucun être humain n'est en mesure de traverser le désert du Tanezrouft (Mali) ou Arg Echach (Mauritanie) sans



Photos : DR

Le Sahel est la proie de groupes terroristes qui inquiètent les États limitrophes.

être encadré, pris en charge par des professionnels. Or, il se trouve que ces réseaux sont ceux-là mêmes contre lesquels l'Algérie est en lutte. Les laisser faire sous couvert d'aide humanitaire à des réfugiés en détresse c'est ouvrir la porte à un désastre. L'Algérie détient des noms de passeurs, elle est informée de la manière dont ils agissent et des conséquences du trafic humain opéré. Fermer les yeux sur de tels procédés est impensable car ils mettent en danger la Nation. Tous les initiés, ceux qui suivent de près ce qu'il se passe dans la région savent également que les migrants traversent des frontières contrôlées par les soldats français. Tous les mouvements se déroulent sous leurs yeux s'ils le voulaient, ils pour-

raient l'en empêcher», soutiennent des sources bien au fait de la situation.

Face à l'ampleur du phénomène de migration que le pays enregistre, les responsables algériens décident de passer à leur tour à l'acte. Des mesures concrètes sont prises pour contrôler la situation. Une information rapportée mercredi par le quotidien arabo-phonie *El-Khabar* annonce le déploiement de 3 000 militaires algériens supplémentaires aux frontières algériennes avec le Mali et le Niger. Elles visent à stopper l'immigration clandestine en provenance du Sahara. Toutes les régions y afférentes sont déclarées zones militaires.

Les nomades qui peuplent ces territoires ont été informés de la

nécessité de se doter d'un laissez-passer en cas de déplacement nécessaire, indique la même source. «Il y a une différence entre les réfugiés qui seront traités au cas par cas et l'immigration clandestine porteuse de tous les dangers que nous avons évoqués avec de surcroît l'infiltration terroriste», poursuit notre source en confirmant la nouvelle situation prévalant dans le Sud. Ces mesures d'exception ont été décrétées au moment où un communiqué du ministère de la Défense fait savoir que des exercices à balles réelles ont eu lieu du côté de Djanet, non loin des frontières algéro-libyennes. Là où des informations persistantes font état de présence de camps terroristes...

A. C.

RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN SUR LA LUTTE ANTITERRORISTE DANS LE MONDE

Bons points pour l'Algérie

A l'instar de l'Administration Kerry, notamment dans ses deux derniers rapports annuels, qui couvrirait d'éloges l'Algérie pour sa contribution et son approche dans la lutte antiterroriste, la nouvelle équipe en charge du Département d'Etat n'a pas été avare en bons points à l'endroit de notre pays comme l'illustre le Country Report on Terrorism consacré à l'année 2016, rendu public jeudi.

Dans un contexte global marqué par un déclin de l'activité terroriste à travers le monde, note le rapport, l'équivalent américain du ministère des Affaires étrangères a souligné l'importance de l'Algérie parmi ses partenaires impliqués dans la lutte antiterroriste.

«L'Algérie a poursuivi sa campagne agressive pour éliminer toute activité terroriste sur son territoire et le long de ses frontières (...) contre Al-Qaïda au Maghreb et ses groupuscules alliés, ainsi que la branche algérienne de l'Etat islamique en Irak et au Levant, connue sous le nom de Jund Al-Khilafah», relève l'Administration américaine qui n'a pas manqué de souligner la difficulté induite par l'instabilité politique et sécuritaire dans la région, citant les réseaux criminels opérant à partir des pays

**Vigilance accrue des éléments de l'ANP.**

du Sahel frontaliers avec notre pays, l'instabilité politique en Libye, les groupes terroristes opérant en Tunisie, le fragile accord de paix conclu au Mali, ainsi que le trafic de personnes et de drogue, des données (qui) ont constitué de significatives menaces extérieures».

Tout en rappelant que l'Algérie n'est pas membre de la coalition internationale mise sur pied pour combattre l'Etat islamique, notre pays a toutefois activement contribué à l'effort en participant, entre autres, à

l'échange dans le domaine du renseignement, l'établissement de programmes pour le renforcement des capacités dans la lutte antiterroriste avec des pays voisins, et en prenant part au groupe de travail dans le cadre du Forum sur le contre-terrorisme, rappellent les chargés d'établir le rapport annuel américain avant de souligner que les autorités algériennes ont maintenu leur principe de «pas de concession» aux groupes ou individus auteurs de kidnappings.

Selon le décompte des Américains, jusqu'à novembre dernier, 36 attaques terroristes ont été recensées en Algérie. Et aux fonctionnaires du Département d'Etat de rappeler les tirs de roquettes, en mars 2016, sur le site gazier de Krechba exploité par Sonatrach, les Britanniques de BP et les Norvégiens de Statoil, la mort de quatre soldats de l'ANP lors d'une opération combinée à Constantine moins d'un mois plus tard, et l'assassinat revendiqué par Daesh d'un policier en octobre à Constantine. L'Algérie, notent également les Américains, n'a pas été en reste sur le plan de la législation en renforçant son dispositif légal dans tout ce qui a trait au terrorisme, en total accord avec les résolutions 2178 et 2199 du Conseil de sécurité de l'ONU et le régime de sanctions énoncé par le même Conseil de sécurité dans le cadre de la lutte contre l'Etat islamique et Al-Qaïda.

Ainsi, le Département d'Etat sous la direction de Rex Tillerson apprécie dans les mêmes proportions que l'Administration Kerry la contribution de l'Algérie dans l'effort international consenti pour l'élimination des menaces terroristes recensées un peu partout à travers le monde où, sur les douze derniers mois, tout autant que l'année précédente, il a été observé une diminution des actes criminels attribués aux 61 organisations terroristes «fichées» selon les critères propres aux Américains.

M. Azedine